

Art. 2. Le ministre flamand compétent pour le patrimoine immobilier et le ministre flamand compétent pour l'environnement et l'aménagement du territoire sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,

M. DIEPENDAELE

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien,
de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/43189]

14 DECEMBRE 2022. — Décret modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études en ce qui concerne les habilitations

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. A l'article 88 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées:

1° Au paragraphe 1er, l'alinéa 1^{er} est complété par les phrases suivantes:

«A ce titre, il sera également tenu compte des possibilités de passerelles entre cursus existants. L'ARES se positionnera sur ces différents critères dans son avis.»;

2° Au paragraphe 1er, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2:

«Complémentairement aux critères visés à l'alinéa 1er, la création d'une nouvelle offre de formation répond au moins à trois des critères suivants:

1° viser le développement de la science et des arts, conformément aux missions dévolues aux établissements d'enseignement supérieur;

2° rencontrer un enjeu social;

3° répondre à une demande légale d'actualisation de la formation exigée par des instances nationales, européennes ou internationales;

4° répondre à un besoin socio-économique ou culturel attesté par un ou plusieurs organisme(s) externe(s), particulièrement pour le développement d'une expertise de pointe requise par le monde professionnel ou la recherche;

5° constituer une plus-value en termes d'ouverture à des publics spécifiques (notamment inclusion sociale et adultes en reprise d'études).

Dans le cadre de l'analyse des demandes, l'ARES veille en outre à prendre en compte les avis du conseil d'orientation.»

3° le même article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit:

«§ 4. Toute habilitation octroyée est mise en œuvre dans un délai de quatre ans. L'ARES établit annuellement un cadastre des habilitations non activées et soumet au Gouvernement la liste des habilitations à retirer, à partir de l'année académique 2024-2025. Des dérogations dûment justifiées peuvent être mentionnées dans cette liste.»

Art. 2. Le même décret est complété par un article 88/1 rédigé comme suit:

«Article 88/1.- § 1^{er} Dans le cadre de l'analyse des demandes d'habilitation, l'ARES détermine des procédures qui veillent à respecter les objectifs visés à l'article 88, § 1er. Elles sont également publiées sur le site internet de l'ARES.

Sous peine d'irrecevabilité, les établissements d'enseignement supérieur sont tenus d'adresser une déclaration d'intention à l'ARES préalablement à toute demande d'habilitation, par voie électronique, en respectant les échéances déterminées par l'ARES, rendues publiques sur son site et actualisées annuellement. Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement détermine un modèle de déclaration d'intention. Dès leur déclaration d'intention, les établissements veillent à prendre en compte le respect des critères visés à l'article 88, §1 et §2.

Après réception des déclarations d'intention, l'ARES en informe les Pôles académiques, les chambres thématiques et l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.

Sur proposition de l'ARES, le Gouvernement détermine un formulaire standardisé permettant aux chambres thématiques de procéder à l'examen de chaque type de demande. Ce formulaire reprend les objectifs et critères visés à l'article 88, § 1er, alinéa 1er.

Suite à leur examen par les chambres thématiques, les formulaires d'avis favorables et défavorables sont transmis au conseil d'administration.

Les membres du conseil d'administration votent nominativement sur la décision d'accorder l'habilitation. L'avis est adopté pour le 31 décembre au plus tard, et est ensuite transmis au Gouvernement.

§ 2. Lorsqu'une université sollicite une nouvelle habilitation, ou une haute école/école supérieure des Arts si l'habilitation appelle une codiplômation avec une université, l'université qui assure la co-présidence du pôle, au sens de l'article 57, alinéa 2, peut rendre un avis sur cette demande. Cet avis est motivé au regard des objectifs visés à l'article 88, §1^{er}.

Dans cet avis, l'université peut demander la coorganisation de l'habilitation, recommander d'accepter la demande ou proposer le refus d'habilitation. Cet avis est transmis à l'ARES. L'avis de l'université qui assure la co-présidence du pôle est également transmis à part entière et en direct au Gouvernement. Le Gouvernement, le cas échéant après avoir reçu les observations en réponse de l'établissement sollicitant la nouvelle habilitation, se positionne sur celle-ci en motivant spécialement son choix sur la base de ces avis.

§ 3.- L'ARES peut définir des procédures simplifiées, par voie électronique, pour les ouvertures de nouvelles finalités spécialisées et de nouvelles options figurant sur les diplômes, les changements d'organisation horaire, ainsi que les demandes de modification de la composition du partenariat uniquement lorsque la cohabilitation conditionnelle n'est pas affectée par le retrait ou le remplacement d'un partenaire coorganisant.»

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 2023.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 décembre 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—————
Note

Session 2022-2023

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 471-1. – Amendement(s) en commission, n° 471-2 - Rapport de commission, n°471-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 471-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 décembre 2022

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/43189]

14 DECEMBER 2022. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wat de machtigingen betreft

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 88 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

«Daarbij wordt ook rekening gehouden met de mogelijkheden van overgang tussen bestaande cursussen. De ARES zal zich in haar advies op deze verschillende criteria positioneren.»;

2° In paragraaf 1 worden twee leden ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid, luidend als volgt :

«Naast de criteria bedoeld in het eerste lid, voldoet de totstandkoming van een nieuw opleidingsaanbod aan ten minste drie van de volgende criteria:

1° streven naar de ontwikkeling van de wetenschap en de kunsten, in overeenstemming met de opdrachten van de instellingen van hoger onderwijs;

2° een maatschappelijke inzet tegenkomen;

3° gevolg geven aan een wettelijk verzoek om de opleiding bij te werken die vereist is door nationale, Europese of internationale instanties;

4° beantwoorden aan een sociaal-economische of culturele behoefte die wordt bevestigd door een of meer externe instelling(en), met name voor de ontwikkeling van geavanceerde expertise vereist door de beroepswereld of het onderzoek;

5° meerwaarde creëren in termen van openheid voor specifieke doelgroepen (in het bijzonder sociale inclusie en hervatting van studies voor volwassenen).

Bij de analyse van de aanvragen zorgt ARES er ook voor dat er rekening wordt gehouden met de adviezen van de Oriëntatieraad.»

3° hetzelfde artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

«§ 4. Elke verleende machtiging wordt binnen vier jaar uitgevoerd. ARES stelt jaarlijks een kadaster op van niet-geactiveerde machtigingen en bezorgt de regering de lijst van machtigingen die vanaf het academiejaar 2024-2025 moeten worden ingetrokken. In deze lijst kunnen naar behoren gemotiveerde afwijkingen worden vermeld.»

Art. 2. Hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 88/1, luidend als volgt :

«Artikel 88/1.- § 1. In het kader van de analyse van de machtigingsverzoeken bepaalt ARES de procedures die de naleving van de in artikel 88, § 1, bedoelde doelstellingen verzekeren. Ze worden ook bekendgemaakt op de ARES-website.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid zijn de instellingen voor hoger onderwijs verplicht om voorafgaand aan elk machtigingsverzoek langs elektronische weg een intentieverklaring naar ARES te sturen, met inachtneming van de door ARES vastgestelde termijnen, die op haar site worden bekendgemaakt en jaarlijks worden bijgewerkt. Op voorstel van ARES stelt de regering een model van intentieverklaring vast. Bij hun intentieverklaring zorgen de instellingen ervoor dat ze rekening houden met de naleving van de criteria bedoeld in artikel 88, §1 en §2.

Na ontvangst van de intentieverklaringen informeert ARES de academische polen, de thematische kamers en alle instellingen voor hoger onderwijs hierover.

Op voorstel van ARES stelt de regering een gestandaardiseerd formulier vast dat de thematische kamers in staat stelt elk type verzoek te onderzoeken. Dit formulier vermeldt de doelstellingen en criteria bedoeld in artikel 88, § 1, eerste lid.

Na onderzoek door de thematische kamers worden de formulieren voor gunstig en ongunstig advies naar de raad van bestuur gestuurd.

De leden van de raad van bestuur stemmen bij naam over de beslissing tot machtiging. Het advies wordt uiterlijk op 31 december aangenomen en vervolgens naar de regering gestuurd.

§ 2. Wanneer een universiteit een nieuwe machtiging aanvraagt, of een hogeschool/hogere kunstschool indien de machtiging een gezamenlijke diplomering met een universiteit vereist, kan de universiteit die het medevoorzitterschap van de pool verzekert, in de zin van artikel 57, tweede lid, over dit verzoek advies uitbrengen. Dit advies wordt gemotiveerd ten opzichte van de doelstellingen bedoeld in artikel 88, §1.

In dit advies kan de universiteit de medeorganisatie van de machtiging vragen, aanbevelen om het verzoek te accepteren of voorstellen om de machtiging te weigeren. Dit advies wordt naar ARES gestuurd. Het advies van de universiteit die medevoorzitter is van de pool, wordt ook op zichzelf en rechtstreeks naar de regering gestuurd. De Regering, in voorkomend geval na ontvangst van de opmerkingen in antwoord van de instelling die de nieuwe machtiging aanvraagt, positioneert zich daarop door haar keuze specifiek te motiveren op basis van deze adviezen.

§ 3.- ARES kan langs elektronische weg vereenvoudigde procedures bepalen voor het openen van nieuwe gespecialiseerde finaliteiten en nieuwe opties die op diploma's verschijnen, wijzigingen in de roosterorganisatie, evenals verzoeken om wijziging van de samenstelling van het partnerschap alleen wanneer de voorwaardelijke co-machtiging niet is getroffen door de terugtrekking of vervanging van een medeorganiserende partner.».

Art. 3. Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2023.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 december 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2022-2023

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 471-1. – Commissieamendement(en), nr. 471-2.- Verslag van de commissie, nr. 471-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 471-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 14 december 2022.